

Les gouvernements progressistes latino-américains sous la menace de coups d'état



Le Parlement du Marché Commun du Sud, le Parlasur, s'est joint aux dénonciations réitérées sur la préparation d'actions déstabilisatrices, appelées couramment « coups d'état en douceur » ayant pour but de renverser des gouvernements progressistes dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud dont le Venezuela, l'Équateur, le Brésil et la Bolivie.

Cet organisme, dont les résolutions n'ont pas un caractère contraignant pour les membres du bloc, a exprimé sa préoccupation pour les menaces contre les processus démocratiques issus d'élections libres avec une grande participation populaire.

Les présidents du Venezuela, Nicolás Maduro et celui de l'Équateur, Rafael Correa, ont dénoncé la préparation de coups d'état en douceur orchestrés par les oligarchies locales, avec l'appui de pouvoirs étrangers, mécontentes avec les transformations sociales réalisées dans leurs pays respectifs dont l'accès de tous aux services de santé et d'éducation et la nationalisation des ressources naturelles au profit de toute la population.

L'appellatif de coup d'état en douceur a été utilisé pour la première fois, cela fait quelques décennies, par l'écrivain et politologue étasunien Gene Sharp pour désigner des stratégies de conspiration, supposément non-violentes, dont le but est de renverser un gouvernement.

Cependant, ce qui arrive en Amérique Latine va bien au-delà de cette définition ce qui implique de plus graves dangers pour les pays concernés et pour toute la région.

Au Venezuela, les manifestations organisées par l'extrême droite en 2014 ont été très violentes et elles ont coûté la vie à des dizaines de personnes.

Au Brésil, il y a lieu de s'inquiéter à cause des pancartes qu'ont brandies des manifestants dimanche. Elles incitaient l'armée à renverser la présidente Dilma Rousseff.

En Équateur une marche soi-disant pacifique d'indiens, encouragés par des propriétaires fonciers et par des oligarques a débouché sur des actes de vandalisme qui ont fait des blessés et causé des dégâts au Vieux Quito, dans la capitale.

Les plaies ouvertes par les dictatures militaires imposées et soutenues par les États-Unis durant la seconde moitié du 20e siècle sont toujours béantes, raison pour laquelle le manque de mémoire de certains secteurs qui s'obstinent à faire retourner leurs pays au passé néo-libéral et répressif, est plus que révoltant.

La plupart des analystes mettent l'accent aussi sur la présence, derrière toutes ces actions, de la main ténébreuse des secteurs du pouvoir aux États-Unis qui, en réalité, ne se sont jamais résignés à perdre ce qu'ils avaient toujours considéré comme leur arrière-cour et ses abondantes richesses naturelles.

Le pétrole vénézuélien, les sources d'eau de l'Amazonie, les terres fertiles du Brésil et de l'Équateur, les millions de tonnes de lithium que recèle le Salar de Uyuni, en Bolivie, sont des richesses trop alléchantes pour la convoitise impériale.

C'est pourquoi aucune mise en garde n'est de trop, aucune initiative n'est superflue pour expliquer aux peuples le grave danger d'un retour au passé, aux années les plus terribles de notre histoire et de la perte, peut-être définitive, des acquis que nous avons obtenu avec tant de travail.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/66107-les-gouvernements-progressistes-latino-americaains-sous-la-menace-de-coups-detat>



Radio Habana Cuba